La Francophonie a décidé de faire monter la pression sur le Burundi

RFI, 08-04-2016 L'OIF suspend sa coopÃ©ration avec le Burundi Le Burundi est de plus en plus isolÃ© sur la scÃ¨ne internationale. AprÃ¨s l'Union europÃ©enne qui a suspendu mi-mars son aide financiÃ¨re au Burundi, c'est l'Organisation internationale de la francophonie qui a suspendu sa coopÃ©ration avec le pays jeudi. Le Burundi n'est pas exclu de l'organisation. Mais l'OIF estime que Bujumbura n'a pas fait preuve de bonne volontÃ© pour sortir de la crise et a dÃ©cidÃ© de faire monter la pression d'un cran.

Une situation sÃ©curitaire qui se dÃ©gradeÂ de jour de jour, desÂ droits de l'homme bafouÃ©sÂ et toujours pas d'amorce d'un vÃ©ritable dialogue politique avec l'opposition. VoilÃ ce qui a poussÃ© l'OIF Ã hausser le ton et Ã suspendre sa coopÃ©ration avec le Burundi jeudi. Â« Cette dÃ©cision fait suite Ã la dÃ©cision en juillet dernier de ce mÃªme conseil permanent de la francophonie, qui avait placÃ© sous observation le Burundi suite Ã lâ€™Ã©lection du prÃ©sident Nkurunziza,Â expliqueÂ Louis Hamann, porte-parole de la secrÃ©taire gÃ©nÃ©rale de la francophonie.Maintenant la dÃ©cision (de jeudi) vise Ã augmenter dâ€™un cran la pression sur le gouvernement burundais dans le but bien sÃ»r dâ€™inciter Ã un rÃ©tablissement de la situation sÃ©curitaire, lâ€™instauration Ã©galement dâ€™un dialogue politique rÃ©ellement inclusif pour favoriser une sortie de crise.Â A sanction ne concerne pas les programmes qui bÃ©nÃ©ficient directement aux populations sans passer par les comptes du gouvernement, ni ceux qui peuvent aider Â«Â au rÃ©tablissement de la dÃ©mocratieÂ Â». En revanche, plus question pour l'OIF par exemple de plaider la cause du Burundi auprÃ¨s de la Banque mondiale comme elle le fait souvent.Â Comme l'Union europÃ©enne avant elle, l'OIF espÃ¨re ainsi susciter une rÃ©action de Bujumbura alors que les caisses de lâ€™Etat sont vides et que les prÃ©visions du FMI pour l'annÃ©e en cours sont dÃ©sastreuses. La Centrafrique en revanche, qui avait Ã©tÃ© provisoirement exclue des instances de l'OIF aprÃ¨s le coup d'Etat de mars 2013, a elle Ã©tÃ© officiellement rÃ©intÃ©grÃ©e jeu suite auxÂ Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislativesÂ qui se sont tenues aux yeux de l'organisation dans Â«Â des conditions satisfaisantesÂ Â».